

Mines. La résistance s'organise

Didier Déniel

Ces derniers mois, le groupe Variscan a obtenu sept permis de prospection minière en Bretagne. Dans le Centre-Bretagne, la résistance à ces projets s'organise. Des collectifs se sont mis en place, bien décidés à entraver ces projets d'extraction de minerais.



La société minière Variscan va prospecter dans 34 communes du Centre-Bretagne où des collectifs d'opposants se sont créés.

Manif à Guingamp et à Landivisiau

Le samedi 24 octobre, le collectif Douar Didou organise une manifestation à Guingamp (22). Une des 25 communes viciées par la prospection dans les Côtes-d'Armor, qui devrait débuter au printemps prochain. « Au total, Variscan pourra fouiller le sous-sol de 111 communes de Bretagne, sur 336 km². Ce qui correspond à 143.000 hectares », explique Goulven Le Gac, du collectif Douar Didou (terre sans trou). Un groupe qui s'est formé précocement et qui a incité d'autres groupes d'opposition à se constituer. « En ce qui nous concerne, Variscan a prévu 48 km de forage. Dont certains à 1.500 m de profondeur. Nous savons que ces sondages sont nocifs pour l'environnement et peuvent polluer ou détruire complètement les réseaux d'eau souterrains. Ici, nous sommes sur trois bassins versants qui alimentent en eau une grande

partie de la Bretagne. On ne peut pas laisser faire ça. Nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat ». En effet, Eau et Rivières de Bretagne, après avoir rappelé que le projet impactait trois zones classées Natura 2000 et qu'il concernait des zones de tête des principaux bassins-versants bretons, a donné un avis défavorable à ce projet, regrettant « l'absence d'une étude d'impact complète ».

« Les mines propres n'existent pas » Le collectif pense aussi que, si filon il y a, l'exploitation à ciel ouvert des sites miniers aura des conséquences irréversibles sur l'environnement. « Il faut savoir que l'exploitation de l'or, un des minerais recherchés, nécessite l'emploi d'arsenic, un puissant poison. On nous parle de mine propre. Mais ça n'existe pas ». Très tôt, Douar Didou a décidé d'informer la population en animant des réunions et en lançant une pétition signée, à ce jour, par 6.000

habitants. C'est ce collectif aussi qui appelle à manifester dans les rues de Guingamp. Manifestation à laquelle se joindra « Mines de rien », un autre groupe constitué dans la région de Silliac (56). Réunis dans la petite bibliothèque de Sainte-Brigitte, trois de ses membres fondateurs expliquent que la majorité des conseils municipaux concernés se sont prononcés contre ces recherches qui ont débuté en juillet dans la zone de Merléac, à 30 km de là. « Ils n'ont pas commencé les coratages mais l'hélicoptère de prospection aérienne est intervenu. Si on ne fait rien, il pourrait survoler nos têtes au printemps prochain », annonce Anne-Marie Daniël.

« De plus en plus nombreux à nous rejoindre » Mais comment s'opposer à Variscan, dont le but est de dénicher des terres rares à partir desquelles on pourra extraire les minéraux recherchés pour le développement des

nouvelles technologies. « La plupart des sondages devraient se faire sur des parcelles agricoles. Si un propriétaire s'oppose à ces forages, il pourra être exproprié à la suite d'une enquête d'utilité publique », ajoute Jean Musseau. Un habitant qui suit les cours de la bourse de Sydney. « Quand on a appris que quatorze nouvelles cibles étaient obtenues à Merléac (22), l'action PlatSearch, le groupe australien, dont dépend Variscan Mines, est aussitôt partie à la hausse. C'est de la pure spéculation ». Anne-Marie Daniël est consciente des besoins toujours croissants de l'industrie en minerais. « Mais il est urgent de réfléchir à l'évolution de nos besoins et surtout de recycler davantage. Nous ne voulons pas de mines ici, ni ailleurs ». À ses côtés, Lucile Dabrowski explique. Cette jeune femme se dit confiante. « Les gens sont de plus en plus nombreux à nous rejoindre. Lors des réunions, le fait de croiser des voisins, des agriculteurs, des collègues les ont rassurés ».

Variscan, filiale d'un groupe australien

Variscan est une société française créée en 2010. Elle est domiciliée à Orléans. C'est une filiale du grand groupe minier australien PlatSearch. À la tête de Variscan, on retrouve Jack Testard (président) et Michel Bonnemaison (directeur général), deux anciens du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), organisme public chargé d'étudier la connaissance du sous-sol, les risques naturels mais également les possibilités d'exploration et d'exploitation minières. Comme Variscan, son siège est à Orléans.

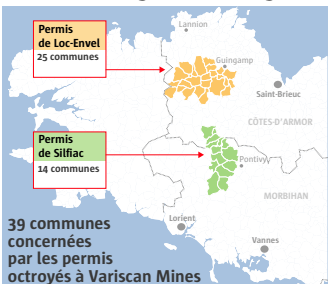
Une prospection sur dix aboutit

Dans notre édition du 2 octobre, Michel Bonnemaison, directeur général de Variscan, avait assuré que les sondages qui allaient être menés n'auraient aucun impact sur l'environnement. Sur les terrains prospectés, un tube de la largeur d'un verre vient prélever une carotte, à une profondeur de 150 à 250 m, sans qu'aucun produit chimique ne soit utilisé. Si des métaux sont trouvés, une durée de huit à dix ans est nécessaire avant de voir une mine s'ouvrir. La probabilité de créer une mine dans les zones qui ont été prospectées en Bretagne est environ d'une sur dix.

La Bretagne, ancienne grande région minière

Pendant des siècles, la Bretagne faisait partie des neuf principales régions minières. Dans son sous-sol, on dénombre 29 substances différentes : andalousite, antimoine, argent, stannite, graphite, mercure, or, plomb... Mais aussi de l'uranium et du zinc.

Selon le Groupement d'intérêt public Bretagne Environnement (organisme financé par la Région et l'État), on dénombrerait environ 250 sites d'extraction dans la région. « La dernière mine en activité, la mine du Haut-Morbihan ou sur les Fougères (55), a fermé définitivement en 1983 en raison d'échouements dus à une méthode d'exploitation mal adaptée ». Aux XVIII^e et XIX^e siècles, la Bretagne avait les mines parmi les plus importantes de France. « Avec 200.000 tonnes de plomb argentifère à la fin du XIX^e, la mine de Pont-Péan au sud de Rennes était l'un des principaux sites de production de ce métal en France et même en Europe », peut-on lire sur le site de Bretagne environnement. Au plus fort de son activité, plus de 1.000 ouvriers y travaillaient. Plus près de nous, des années 50 au début des années 80, c'est l'uranium



qui a intéressé les compagnies minières. Elles y ont ouvert plusieurs sites d'extraction, dont 23 dans le seul département du Morbihan, au sud-est de Pontivy. De nombreuses anciennes mines

posent désormais de réels problèmes de radioactivité. Arava s'est engagée à les traiter en enlevant les stériles miniers qui étaient en contact avec l'uranium. Ces complexes, et celui de l'ancienne mine de Saligne dans

l'Aude, font craindre le pire aux opposants à Variscan. Sur ce site, qui a fermé il y a douze ans, de l'arsenic était employé pour l'extraction de l'or.

« Nous ne voulons pas de Notre-Dame-des-Landes bis » Selon Hervé Pujol, chercheur au CNRS à Montpellier, il est quasiment impossible de dépolluer la zone. « Huit communes sont impactées. Saligne est l'exemple à ne pas suivre. Et il n'est pas le seul. Intervenir sur ces sites pollués coûterait une fortune à l'État. L'après-mine n'est en aucun cas maîtrisé ».

À 900 km de là, Jean-François Désiles, maire de Sainte-Brigitte, reste assez prudent, même si son conseil municipal a l'unanimité, à voté contre la prospection, faute d'informations suffisantes. « Notre crainte, au début, c'est que la zone devienne un Notre-Dame-des-Landes bis avec ses violences. Ce que nous voulons, s'il y a vraiment de réelles richesses à exploiter, c'est de réelles garanties sur l'eau et l'environnement. Concernant les emplois, je n'y crois pas. En tout cas, nous n'avons pas de technicien minier dans la commune ».